

chargé, doit l'emporter sur l'égoïsme des classes et des partis politiques. En d'autres termes, il ne faut pas faire de guerres civiles; lorsque sévit la guerre étrangère.

Le gouvernement régulier d'un pays, même lorsqu'il lui arrive de paraître se tromper sur certains détails, vaut encore mille fois mieux, puisque lui seul peut agir et a droit de commander, que tous les théoriciens et tacticiens en chambre, impuissants à rien faire, excepté à semer des dissentiments et à créer des embarras. Le premier et le plus nécessaire syndicat national dans un pays, syndicat obligatoire celui-là, et qui n'emprunte pas son autorité aux syndicats, c'est la société civile elle-même avec son gouvernement régulier, ayant autorité pour déterminer, orienter et conduire l'action commune vers le bien général. Reprocher à des syndicats, comme à des citoyens d'ailleurs, de s'être mis au service du gouvernement légitime et régulier de leur pays, c'est la façon la plus étrange qui se puisse rencontrer, de prêcher à ces syndicats d'être intégralement nationaux et catholiques.

\* \* \*

C'est pareillement une très étrange façon de prêcher le nationalisme et le catholicisme aux syndicats ouvriers que de les détourner de former des syndicats mixtes avec le concours des patrons, que de les mettre en suspicion contre les patrons et les classes dirigeantes, sans les mettre suffisamment en garde contre les dangers qui leur viennent de leur propre fond, de leurs passions et des erreurs répandues parmi eux.

L'abondance des invectives contre les patrons, les classes dites dirigeantes et les gouvernants, est étonnante au cours de ces quatorze articles consacrés à ramener la paix et l'harmonie entre les diverses classes de la nation. Et presque toujours le motif principal de ces invectives, c'est que les gouvernants et les classes dirigeantes ont épousé la cause des alliés, et pris part activement et énergiquement à la guerre. Comme si les difficultés ouvrières n'avaient pas existé, même au Canada, avant la guerre; comme si le coût de la vie et les manœuvres socialistes n'avaient pas été en progression ascendante constante, dès avant la guerre. La guerre a certainement aggravé ces maux et ces difficultés, mais qui est responsable de la guerre? et qui a contribué à la rendre plus longue et plus onéreuse, en causant des embarras aux nations qui ont dû y prendre part pour défendre leur existence et leurs droits?

Ici encore il faut citer les paroles mêmes du chef nationaliste.

"Au Canada, écrivait-il le 23 avril, comme partout ailleurs, les patrons répugnent d'instinct à l'organisation syndicale de leurs employés et mettent tout en œuvre pour soustraire leur entreprise à ce qu'ils appellent la

"tyrannie des unions ouvrières." Les plus pénétrés de l'esprit bourgeois et capitaliste voient dans toutes les revendications des travailleurs autant de provocations insolentes et criminelles qui offusquent leur vanité de parvenus, dérangent les calculs de leur cupidité et troublent leur digestion d'empiffreurs jamais rassasiés...

"Pour ne parler que des patrons, puisque c'est d'eux qu'il s'agit en ce moment, le danger est d'autant plus grave au Canada que nos "hommes d'affaires", pour entreprenants et hardis qu'ils soient "en affaires", sont généralement d'une ignorance phénoménale en tout ce qui ne touche pas à leur industrie ou négoce particulier, dépourvus d'idées générales et d'aperçus un peu lointains, partant incapables d'envisager les questions sociales d'un autre point de vue que celui très étroit de leur boutique; et par "boutique", il faut entendre toute catégorie d'administration publique, semi-publique ou privée. Ajoutez à cela que l'absence de classes intellectuelles, jointe à la bassesse d'âme et à la vénalité des politiciens, pris en bloc et dans leurs fonctions collectives de partisans, leur assure une influence publique hors de toute proportion avec leur valeur intellectuelle et leur compétence sociale..."

Écoutons encore ceci pris de l'article du 25 avril:

"Le monde des patrons, des bourgeois, des capitalistes, des chefs d'industrie et de négoce, a généralement appuyé à pleine bouche, sinon de plein cœur, le mouvement qui a plongé le Canada jusqu'au cou dans le brasier de la guerre européenne, et qui l'entraîne aujourd'hui par une conséquence inéluctable, dans le tourbillon révolutionnaire où les pays d'Europe se débattent. La plupart de nos grands hommes d'affaires ont sonné à grand fracas, quatre années durant, le clairon des batailles; ils ont mis un zèle extraordinaire à favoriser l'enrôlement à outrance; ils ont poussé leurs ouvriers à l'armée "de la liberté et de la démocratie"; ils ont menacés les récalcitrants de destitution ou de représailles au profit des héros de la guerre; ils ont souscrit avec ostentation, au profit de la Croix-Rouge et des diverses œuvres de guerre, de grosses sommes auxquelles sont venues s'ajouter les souscriptions imposés à leurs employés. Le lancement des emprunts de la Victoire leur a permis de répéter ces opérations patriotiques..."

"En résumé, les patrons de la haute banque, du gros commerce et de la grande industrie ont tout fait pour réduire leurs employés et leurs commis à une condition plus douloureuse et plus pénible que celle des travailleurs manuels; et ils l'ont fait avec un manque de tact, une arrogance, parfois même avec une cruauté essentiellement propres à développer chez leurs employés la haine du capital et du patronat, tout au moins la détermination de se protéger contre les emballements "patriotiques" de leurs patrons, par les mêmes moyens et les mêmes armes qui ont si bien servi aux ouvriers syndiqués".